

Discours de M. Nicolas SARKOZY

Congrès UMP du 14 janvier 2007 - Paris Porte de Versailles

Extrait

[...] Je veux être le Président d'une France qui dira aux Européens : nous voulons l'Europe, nous la voulons parce que sans elle nos vieilles nations ne pèseront rien dans la mondialisation, sans elle nos valeurs ne pourront pas être défendues, sans elle le choc des civilisations deviendra plus probable et le péril pour l'humanité sera terrible. Je veux être le Président d'une France qui dira aux Européens : « nous ne ressusciterons pas la Constitution européenne. Le Président Giscard d'Estaing a fait un travail remarquable, mais le peuple a tranché. L'urgence c'est de faire en sorte que l'Europe puisse fonctionner de nouveau en adoptant par la voie parlementaire un traité simplifié. L'urgence est celle d'une Europe qui joue le jeu de la subsidiarité, qui se dote d'un gouvernement économique. C'est celle d'une Europe dans laquelle personne ne peut obliger un Etat à s'engager dans une politique à laquelle il est opposé, mais dans laquelle aussi personne ne peut empêcher les autres d'agir.

L'Europe, je l'imagine comme un multiplicateur de puissance non comme un facteur d'impuissance, comme une protection non comme le cheval de Troie de tous les dumpings, pour agir et non pour subir. Je crois en l'Europe comme la voulaient ses pères fondateurs, comme une volonté commune, non comme un renoncement collectif. Je demeurerai toute ma vie un Européen convaincu. Mais je veux avoir la liberté de dire que l'Europe doit se doter de frontières, que tous les pays du monde n'ont pas vocation à intégrer l'Europe à commencer par la Turquie. A s'élargir sans limite on prend le risque de détruire l'union politique européenne, je ne l'accepterai pas.

Je crois au libre échange et à la concurrence. Mais je veux que cesse la naïveté et que l'on impose la réciprocité dans les négociations commerciales. La concurrence doit être loyale. Ce n'est pas loyal d'imposer à nos entreprises de se battre avec des concurrents qui ne respectent aucune règle environnementale, sociale, morale. Je veux être le Président d'une France qui dira aux Européens : « nous ne pouvons plus continuer avec une monnaie unique sans un gouvernement économique. Nous en pouvons plus continuer avec une Europe sans

préférence communautaire, où un pays membre peut décider unilatéralement de régulariser massivement ses immigrés clandestins sans demander l'avis de personne alors que ses frontières sont ouvertes. » [...]